



Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale

Commentaires CGT sur le projet de décret CSE, en date du 3 juin 2021

Projet de décret	Commentaires CGT
Article 1^{er}	
Les comités sociaux d'établissement des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux publics et des groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public institués en application de l'article 4 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique susvisée sont régis par les dispositions du présent décret.	
TITRE I^{ER} : ORGANISATION DES COMITES SOCIAUX D'ETABLISSEMENT (Articles 2 à 3)	
Chapitre I^{er} : Dispositions générales (Article 2)	
Article 2	
Les groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public dont les effectifs sont inférieurs à cinquante agents, peuvent décider après délibération de l'assemblée générale et avis du comité technique ou du comité social du groupement, de se rattacher au comité social de l'un des établissements publics de santé membre du groupement. Ce rattachement doit intervenir au moins huit mois avant l'élection du comité social d'établissement.	<p>Pourquoi l'arrêt après la création pour 1 mandat</p> <p>Absence de représentant du personnel dans l'AG des GCS.</p> <p>De nombreuses questions de droits vont apparaître Seront-ils-elles électeurs-trices et éligibles dans l'établissement d'accueil. Qu'en est-il du droit syndical et du périmètre HSCT.</p>

	Si cela est maintenu, cela est à décider 8 mois avant, car cela change le corps électoral de l'établissement d'accueil.
Chapitre II : Instauration des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (Article 3)	
Article 3	
I.- La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail instituée au sein d'un comité social d'établissement en application du premier ou du deuxième alinéa du III de l'article L. 6144-3, du premier ou du deuxième alinéa du III de l'article L. 6144-3-1 du code de la santé publique et du premier ou du deuxième alinéa du III de l'article L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles est dénommée formation spécialisée du comité.	C'est l'application de la loi Il n'est pas prévu par le texte de CSEL (locaux) comme c'est le cas actuellement à l'APHP et aux HCL.
Le seuil prévu par les mêmes III est fixé à deux cents agents.	Ce seuil est inacceptable !!! La CGT demande le retrait du seuil de 200 agent.e.s et le retour au seuil antérieur de 50 agent.e. s. 75% des établissements seront exclus d'une F3SCT et particulièrement les EPHAD !!! dans lesquels les CHSCT sont indispensables
En deçà de ce seuil, elle est créée par décision du directeur d'établissement ou de l'administrateur du groupement à son initiative, après avis du comité.	Si le seuil est maintenu, le CSE devrait décider de la création d'une formation spécialisée (FS) et ne pas être au bon vouloir des directeurs-trices. En cas d'avis majoritaire du CSE pour la création d'une F3SCT, quel recours en cas de non suivi par la direction ? L'inspection du travail n'est pas consultée sur ce sujet.

	8 mois avant le scrutin les CTE et/ou CSE délibéreront pour la création ou non d'une F3SCT, car cela aura une conséquence sur le nombre d'élu·e·s au CSE pour les moins de 200 agent·e·s (voir plus loin dans le décret).
II.- Les formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail créées en complément de la formation spécialisée d'un comité en application de l'alinéa premier du IV de l'article L. 6144-3 du code de la santé publique et de l'alinéa premier du IV de l'article L. 315-13 du code de l'action sociale et des familles sont dénommées formations spécialisées de site, lorsque leur création est justifiée par un risque professionnel particulier qui concerne un ou plusieurs services implantés géographiquement dans un même immeuble ou dans un même ensemble d'immeubles.	L'inspection du travail doit participer à la décision vis à vis d'un risque particulier
Ces formations spécialisées de site peuvent être instituées par décision du directeur d'établissement ou de l'administrateur du groupement à son initiative, après avis du comité sur le nombre de formations spécialisées devant être constituées, eu égard à la nature, la fréquence et la gravité des risques et aux modes d'organisation du travail.	Cela relève des pleins pouvoirs du directeur Les formations spécialisées doivent être créées par décision du CSE après avis de l'inspecteur du travail. Critères : absence l'absence de DUERP ou de DUERP non mis à jour, taux de sinistralité, turn-over, taux de suicide ...
III.- Les formations spécialisées créée en cas de risques professionnels particuliers mentionnées aux I et II peuvent l'être sur proposition de la majorité des membres du comité.	Les FS sont créées sur proposition de la majorité des membres. En cas d'avis majoritaire du CSE pour la création d'une F3SCT, quel recours en cas de non suivi par la direction ?

TITRE II : COMPOSITION (Articles 4 à 34)	
Chapitre 1^{er} : Composition des comités sociaux d'établissement (Articles 4 à 6)	
<u>Article 4</u>	
Le nombre de représentants suppléants dans l'assemblée plénière du comité social d'établissement est égal au nombre de représentants titulaires.	
<u>Article 5</u>	
I.- Dans les établissements publics de santé un représentant de l'assemblée plénière du comité social d'établissement et un représentant de la commission médicale d'établissement assistant, avec voix consultative, aux réunions respectives de chacune de ces deux instances.	
La désignation de ces représentants procède d'un vote de chacune des assemblées concernées.	
II.- Dans les établissements publics de santé où la commission médicale de groupement est unifiée deux représentants des assemblées plénières des comités sociaux d'établissement du groupement hospitalier de territoire et un représentant de la commission médicale unifiée de groupement assistant, avec voix consultative, aux réunions respectives de chacune de ces deux instances.	1 par CSE d'établissement du GHT les heureux-ses élu-e-s auront-ils-elles les documents de tous les CSE ? quels moyens et droits syndicaux pour ces représentant-e-s ? Cela doit être supérieur à l'article 15.
La désignation de ces représentants procède d'un vote de chacune des assemblées concernées. Seul les représentants de la commission médicale unifiée de groupement exerçant leurs fonctions dans l'établissement support sont éligibles pour siéger dans le comité social de l'établissement en question. L'établissement support du groupement hospitalier de territoire organise ce vote.	
<u>Article 6</u>	
Le nombre de représentants titulaires de l'assemblée plénière du comité social d'établissement est égal à :	

- 3 pour les établissements ou groupements de moins de 50 agents ;	
- 4 pour les établissements ou groupements de 50 à 99 agents, 5 en l'absence d'une formation spécialisée au sein du comité social d'établissement ;	<p>Le +1 élu·e des CSE sans FS, où, quand et qui décide ?</p> <p>les CTE actuels devraient décider au moins 8 mois avant le scrutin pour créer une FS.</p> <p>Problème de après l'avis du CSE, que fait-on dans la période provisoire actuelle ?</p> <p>En cas de décision de FS pendant le mandat, comment retire-t-on un·e élu·e· ?</p> <p>La CGT propose de conserver 5 ou 7 élu·e·s jusqu'à la fin du mandat ou de faire une nouvelle élection.</p>
- 6 pour les établissements ou groupements de 100 à 199 agents, 7 en l'absence d'une formation spécialisée au sein du comité social d'établissement ;	
- 8 pour les établissements ou groupements de 200 à 499 agents	
- 10 pour les établissements ou groupements de 500 à 999 agents	
- 12 pour les établissements ou groupements de 1 000 à 1 999 agents	
- 15 pour les établissements ou groupements de 2 000 agents et plus.	
Chapitre II : Composition des formations spécialisées (Articles 7 à 9)	
<u>Article 7</u>	
I.- Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée d'un comité social d'établissement est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le comité social d'établissement.	
II.- Les formations spécialisées des établissements publics de santé et les groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public comprennent également des représentants des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes, en tant que	

membres titulaires et membres suppléants.	
Le nombre de représentants titulaires des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes est égal à :	
- 1 pour les établissements ou groupements de moins de 50 agents et jusqu'à 2499 agents ;	
- 2 pour les établissements ou groupements de 2500 agents et plus.	
III.- Les représentants titulaires des formations spécialisées ont un nombre égal de suppléants.	
<u>Article 8</u>	
I.- Pour les formations spécialisées de site, le nombre de titulaires est égal à :	
- 3 pour les établissements de moins de 50 agents et jusqu'à 199 agents ;	Agent·e· s ? Cela correspond à qui ? Agent·e· s et médecins ? Salarié·e· s affecté·e· s sur le site ...
- 4 pour les établissements de 200 à 499 agents ;	
- 6 pour les établissements de 500 à 1 999 agents ;	
- 9 pour les établissements de 2000 et plus.	
II.- Dans les établissements publics de santé, ces formations spécialisées comprennent également des représentants des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes, en tant que membres titulaires et membres suppléants.	
Le nombre de représentants titulaires des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes est égal à :	
- 1 pour les établissements de moins de 50 agents et jusqu'à 2499 agents ;	
- 2 pour les établissements de 2500 agents et plus.	
III.- Les représentants titulaires de la formation spécialisée ont un nombre égal de suppléants.	
<u>Article 9</u>	
Le président du comité social d'établissement ou son représentant préside la formation spécialisée du comité.	
Outre les médecins du travail, assistent aux réunions des formations spécialisées, à	

titre consultatif, les représentants de l'administration experts sur les dossiers concernés et le représentant du service hygiène, lorsqu'il existe.	
Chapitre III : Principe d'élection des représentants du comité social d'établissement et effectifs à prendre en compte (Articles 10 à 11)	Absence du médecin du travail et de l'inspecteur-trice du travail Question de l'inspecteur-trice du travail et CARSAT membre de droit ?
<u>Article 10</u>	
Les représentants du personnel au comité social d'établissement sont élus au scrutin de liste.	
Par dérogation, il est recouru au vote sur sigle pour la désignation des représentants du personnel dans les établissements ou les groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public de moins de cinquante agents.	Cela est comme auparavant
L'établissement ou le groupement qui a recours au scrutin sur sigle en informe la délégation départementale de l'agence régionale de santé et le représentant de l'Etat dans le département afin qu'une liste de ces établissements et de ces groupements soit communiquée aux organisations syndicales.	
<u>Article 11</u>	
I.- Pour le calcul des effectifs dans les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux, sont pris en compte en personne physique :	
1° Les fonctionnaires titulaires en activité, en congé parental, accueillis en détachement ou en mise à disposition au sein de l'établissement ;	
2° Les fonctionnaires stagiaires en position d'activité ou de congé parental ;	
3° Les agents contractuels de droit public régis par le décret n° 91-155 du 6 février 1991	Lister les types de contrat de droit privé (cela devrait

relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et les agents contractuels de droit privé exerçant leurs fonctions au sein de l'établissement ou bien en congé rémunéré ou en congé parental ;	être précisé dans l'instruction)
4° Les agents mis à disposition des organisations syndicales ;	
5° Les agents mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public ou d'une autorité publique indépendante.	
Les agents mis à disposition par l'établissement pour une quotité égale ou inférieure au mi-temps sont pris en compte uniquement dans les effectifs de leur établissement d'origine.	
Les agents mis à disposition par les établissements membres auprès d'un groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public pour une quotité supérieure au mi-temps sont pris en compte uniquement dans les effectifs du groupement.	
Les élèves des écoles et des centres de formation ne sont pas pris en compte.	
II.- Pour le calcul des effectifs dans les groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public, sont pris en compte en personne physique :	
1° L'ensemble des fonctionnaires titulaires mis à disposition pour une quotité supérieure au mi-temps par les membres auprès du groupement ;	
2° L'ensemble des agents contractuels de droit public, à l'exception des personnels mentionnés au huitième alinéa de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, mis à disposition pour une quotité supérieure au mi-temps par les membres auprès du groupement ;	
3° L'ensemble des agents contractuels de droit public et de droit privé recrutés en propre par le groupement, exerçant leurs fonctions ou bien en congé rémunéré ou en congé parental.	

Toutefois, les agents mentionnés à l'article 7 du décret n° 2016-1065 du 3 août 2016 relatif au Comité consultatif national de la fonction publique hospitalière ne sont pas pris en compte.	
III.- L'effectif retenu, comprenant les parts respectives de femmes et d'hommes, est apprécié au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel. Il est déterminé au plus tard huit mois avant la date du scrutin.	
Le nombre de sièges à pourvoir indiquant les parts respectives de femmes et d'hommes devant figurer sur les listes de candidats est affiché dans l'établissement six mois au plus tard avant la date du scrutin.	Comment fait-on en cas de non respect ? Y compris en cas d'absence de FS dans les établissements de 50 à 100 et moins de 200 agent.e.s
Toutefois, si dans les six premiers mois de l'année du scrutin une réorganisation d'établissements entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs représentés au sein du comité social d'établissement, l'effectif de référence, comprenant les parts respectives de femmes et d'hommes, est apprécié au plus tard quatre mois avant la date du scrutin. Le nombre de sièges à pourvoir indiquant les parts respectives de femmes et d'hommes devant figurer sur les listes de candidats est affiché dans l'établissement immédiatement après ce délai.	
En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection.	3 dates différentes pour un même sujet
<i>Chapitre IV : Modalités de désignation des représentants du personnel de la formation spécialisée (Articles 12 à 14)</i>	
<u>Article 12</u>	
Les représentants du personnel suppléants de la formation spécialisée, sont librement désignés par les organisations syndicales qui ont obtenu des sièges au sein de	

<p>l'assemblée plénière du comité social d'établissement, sous réserve, pour ces représentants, de satisfaire aux conditions d'éligibilité à ces comités, fixées à l'article 20.</p>	
Article 13	
<p>Pour la formation spécialisée de site, le nombre de sièges de chaque organisation syndicale est proportionnel au nombre de sièges obtenu au comité social d'établissement auquel la formation spécialisée est rattachée. Les représentants du personnel suppléants sont choisis parmi les agents exerçant leurs fonctions dans le périmètre de l'établissement, au titre duquel la formation est instituée.</p>	<p>Pourquoi pas la plus forte moyenne D'où provient la proportionnalité ? La règle habituelle est la plus forte moyenne, pourquoi avoir choisi la proportionnalité ? Quel scrutin sera pris en compte ? Il faudrait la totale liberté de nomination dans les FS de site</p>
<p>Les représentants suppléants de la formation spécialisée sont librement désignés par les organisations syndicales disposant d'un ou plusieurs sièges au sein de l'assemblée plénière du comité social d'établissement, sous réserve, pour ces représentants, de satisfaire aux conditions d'éligibilité à ces comités, fixées à l'article 20.</p>	<p>Titulaires et suppléant·e·s libres La désignation pour la FS de site n'est explicitement pas prévue par la loi, l'application devrait donc être plus libre ! Pour les FS de site, il faut pouvoir, lors du scrutin, avoir une appréciation des résultats du périmètre de la F3SCT pour tenir compte de celle-ci dans la répartition des sièges de la F3SCT de site. Cela pose d'ailleurs le problème de la proportionnalité.</p>

<u>Article 14</u>	
Dans les établissements publics de santé les représentants titulaires et suppléants représentant les personnels médecins, pharmaciens et odontologistes de la formation spécialisée sont désignés par la commission médicale d'établissement en son sein par un vote.	
Dans les établissements publics de santé où la commission médicale de groupement est unifiée les représentants titulaires et suppléants représentant les personnels médecins, pharmaciens et odontologistes de la formation spécialisée sont désignés par la commission médicale unifiée de groupement en son sein par un vote. Sont éligibles pour siéger dans les formations spécialisées, les personnels qui exercent leurs fonctions au sein de l'établissement partie au groupement.	
<i>Chapitre V : Durée des mandats des représentants du personnel au sein du comité social d'établissement (Articles 15 à 16)</i>	
<u>Article 15</u>	
La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans. Ce mandat est renouvelable.	
Lors du renouvellement d'un comité social d'établissement, les nouveaux membres entrent en fonctions à la date à laquelle prend fin le mandat des membres auxquels ils succèdent.	
Toutefois, lorsqu'un comité social d'établissement est créé ou renouvelé entre deux renouvellements généraux, les représentants du personnel sont élus dans les conditions prévues au présent titre, pour la durée du mandat restant à courir jusqu'au renouvellement général.	
En cas de fusion d'établissements intervenant moins de six mois avant ou moins de six mois après le renouvellement général des comités sociaux d'établissement, les représentants du personnel au comité social d'établissement du nouvel établissement	

<p>sont désignés sur la base des suffrages cumulés obtenus par les organisations syndicales dans chacun des établissements à l'origine du nouvel établissement. Les sièges sont attribués aux organisations syndicales conformément aux dispositions des articles 32 à 34.</p>	
<p><u>Article 16</u></p>	
<p>I.- Les modalités de remplacement d'un représentant du personnel qui cesse en cours de mandat d'exercer ses fonctions en raison de son décès, ou à la suite d'une démission de ses fonctions dans l'établissement ou dans le groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public ou de son mandat au titre duquel il a été élu, d'un changement d'établissement ou de la fin de sa mise à disposition, ou parce qu'il est frappé de l'une des causes d'inéligibilité prévues à l'article 23 sont les suivantes :</p>	
<p>1° Lorsque l'élection a eu lieu au scrutin de liste, le représentant titulaire est remplacé par un suppléant de la liste au titre de laquelle il a été élu. Le suppléant est lui-même remplacé par le premier candidat restant non élu de la même liste. Lorsque, faute d'un nombre suffisant de candidats, l'organisation syndicale se trouve dans l'impossibilité de pourvoir à ce remplacement, elle désigne le représentant parmi les agents éligibles en application des dispositions de l'article 20 ;</p>	
<p>2° Lorsque l'élection a eu lieu sur sigle, le représentant titulaire est remplacé par un suppléant désigné à l'issue du scrutin, par l'organisation syndicale qui avait obtenu le siège, parmi les agents éligibles. Le suppléant est remplacé dans les mêmes conditions. Il en est de même lorsqu'il est mis fin au mandat d'un représentant titulaire ou suppléant, sur demande écrite de l'organisation syndicale détentrice du siège. En ce cas, la cessation de fonction devient effective un mois après la réception de cette demande par le directeur de l'établissement ou par l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public.</p>	<p>Récupérer le siège en cas de tirage au sort Reprise du siège par le syndicat détenteur (le syndicat conserve les heures syndicales) Cela ressemblerait à la liste épuisée</p>
<p>Le mandat des représentants titulaires ou suppléants désignés dans les conditions prévues par le présent article prend fin à la date à laquelle aurait normalement pris fin le mandat des titulaires ou des suppléants qu'ils remplacent.</p>	

II.- Les modalités de remplacement d'un représentant titulaire qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à une réunion du comité social d'établissement sont les suivantes :	
1° Lorsque l'élection a eu lieu au scrutin de liste, il peut être remplacé par l'un quelconque des suppléants de l'organisation syndicale pour laquelle il a été élu.	
2° Lorsque l'élection a eu lieu sur sigle, le représentant titulaire est remplacé par l'un quelconque des suppléants désignés en application de l'article 32 par l'organisation syndicale qui a obtenu le siège.	
Chapitre VI : Elections (Articles 17 à 34)	
<u>Article 17</u>	
La date des élections pour le renouvellement général des comités sociaux d'établissement est fixée par arrêté du Premier ministre, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé de la santé. Cette date est rendue publique au moins six mois à l'avance par affichage dans les établissements concernés.	
Lorsque l'élection des membres d'un comité social d'établissement a lieu entre deux renouvellements généraux, notamment en cas de création d'un nouveau comité social d'établissement, la date du scrutin est fixée par le directeur de l'établissement ou par l'administrateur du groupement, après consultation des organisations syndicales remplissant, dans la fonction publique hospitalière, les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et constituées dans l'établissement ou dans le groupement ou au niveau départemental ou au niveau national.	
<u>Article 18</u>	
Sont électeurs au comité social de l'établissement ou du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public, les agents pris en compte dans l'effectif qui sert de base à déterminer le nombre de sièges à pourvoir, mentionné à l'article 11.	
Toutefois, les agents mentionnés à l'article 7 du décret n° 2016-1065 du 3 août 2016 relatif au Comité consultatif national de la fonction publique hospitalière n'ont pas la qualité d'électeur.	

<u>Article 19</u>	La CGT revendique l'ajout d'un article pour avoir des protocoles électoraux.
Le directeur de l'établissement ou l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public dresse la liste électorale. La qualité d'électeur est appréciée à la date du scrutin. Dans le cas prévu à l'avant dernier alinéa de l'article 25, une liste électorale est établie pour chaque section de vote.	
La liste électorale est affichée dans l'établissement ou au sein du groupement et, s'il y a lieu, dans les établissements annexes, soixante jours au moins avant la date fixée pour le scrutin.	
Dans un délai de huit jours suivant l'affichage, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter au directeur de l'établissement ou à l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public, des demandes d'inscription ou des réclamations contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale. A l'expiration de ce délai de huit jours, le directeur affiche dans les quarante-huit heures les modifications apportées à la liste électorale. Pendant cinq jours, à compter de cet affichage, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou radiations ainsi prononcées. Le directeur ou l'administrateur statue alors dans les vingt-quatre heures.	
A l'expiration du délai de seize jours suivant l'affichage, la liste électorale est close.	
La liste électorale ainsi close est transmise, sur leur demande , aux organisations syndicales remplissant, dans la fonction publique hospitalière, les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.	La liste électorale devrait être communiquée d'office aux organisations syndicales En cas de non respect des délais, nous devrions pouvoir saisir l'ARS, l'établissement support ou même le TA.
Aucune modification n'est alors admise, sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur.	
Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin par le directeur de l'établissement ou l'administrateur du groupement, soit de sa	

propre initiative, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage, sans toutefois entraîner de modification du nombre des sièges à pourvoir.	
<u>Article 20</u>	
Sont éligibles au titre d'un comité social d'établissement les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de ce comité.	
Toutefois, ne peuvent être élus :	
1° Les agents en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie ;	
2° Les agents qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de seize jours à deux ans, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier ;	
3° Les agents frappés d'une des incapacités énoncées à l'article L. 6 du code électoral.	
<u>Article 21</u>	
Les candidatures sont présentées par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique hospitalière, remplissent les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.	
Elles sont déposées auprès de la direction de l'établissement ou de l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public au moins quarante-deux jours avant la date fixée pour les élections.	
L'administration affiche dès que possible , après la date limite de dépôt des candidatures, la liste des organisations syndicales ayant légalement déposé une candidature de liste ou de sigle. Ces candidatures sont tenues à disposition des organisations syndicales et des électeurs dans un lieu déterminé par le directeur d'établissement ou par l'administrateur du groupement.	Remplacer « dès que possible » qui ne précise rien par « un délai comme dans les 24 heures / ou de suite »
Lorsque l'administration constate que l'organisation syndicale ne satisfait pas aux conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983, elle informe le délégué de liste par décision motivée et au plus tard le jour suivant la date limite de	

dépôt de l'irrecevabilité de la candidature.	
En cas de contestation de la décision de l'administration devant le tribunal administratif compétent, le premier délai mentionné au sixième alinéa du présent article ainsi que le premier délai mentionné au premier alinéa de l'article 23 ne courent qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif.	
Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats de fonctionnaires ont déposé des candidatures concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours à compter de la date limite de dépôt des candidatures, les délégués de chacune des listes concernées. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours pour procéder aux modifications ou aux retraits de candidatures nécessaires.	
Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits ne sont pas intervenus, l'administration informe dans un délai de trois jours l'union des syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours pour indiquer à l'administration, par tout moyen conférant date certaine, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union.	
En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du 2° du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application du présent décret. Ces organisations syndicales ne peuvent alors participer au scrutin que si elles satisfont elles-mêmes aux dispositions du 1° de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983.	
Chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une candidature pour un même scrutin.	
<u>Article 22</u>	
I.- Chaque candidature doit comporter le nom d'un délégué qui, en cas de scrutin de liste, peut être ou non candidat, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la candidature dans toutes les opérations électorales. L'organisation	

syndicale peut désigner un délégué suppléant.	
Les candidatures peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales.	
Le dépôt des candidatures fait l'objet d'un récépissé établi selon un modèle type remis ou adressé au délégué de candidature ou à son suppléant.	
II.- En cas d'élection au scrutin de liste, nul ne peut être candidat sur plusieurs listes pour un même scrutin.	
Chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, elle doit comporter un nombre pair de noms au moment de leur dépôt.	
Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein du comité social d'établissement. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.	
Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.	
Si une liste comporte, à la date limite de dépôt prévue au deuxième alinéa de l'article 21, un nombre de candidats supérieur ou inférieur à celui fixé au deuxième alinéa du présent II, l'organisation syndicale qui a déposé cette liste est réputée n'avoir présenté aucun candidat.	
Le dépôt de chaque liste est accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé, établi selon un modèle type, remis par le directeur ou par l'administrateur au délégué de liste ou au délégué suppléant. Chaque liste déposée mentionne les noms, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes.	

<p>III.- Lorsqu'il est recouru à l'élection au scrutin sur sigle dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 10, l'organisation syndicale fait acte de candidature sans qu'il y ait lieu d'appliquer le II du présent article.</p>	
<p><u>Article 23</u></p>	
<p>Dans le délai de huit jours suivant la date limite de dépôt des listes, le directeur ou l'administrateur procède à leur vérification. Si, à l'expiration de ce délai, il n'a constaté aucune irrégularité, les listes sont considérées comme valides. Sous ce même délai de huit jours, s'il constate des irrégularités, il les porte sans délai à la connaissance des délégués de listes. Ces derniers peuvent alors procéder, dans un délai de cinq jours à compter de l'expiration du délai de huit jours susmentionné, aux modifications nécessaires. Chaque candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies aux deuxième et troisième alinéas du II de l'article 22. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste.</p>	
<p>Aucune liste ne peut être modifiée après l'expiration de ce délai de cinq jours. A défaut de rectification au terme de ce délai, le directeur raye de la liste les candidats inéligibles.</p>	
<p>Cette liste peut néanmoins participer aux élections si elle satisfait toujours à la condition de comprendre un nombre de noms égal au moins aux deux tiers des sièges de représentants titulaires et suppléants à pourvoir et si elle respecte sur ce nombre les parts respectives de femmes et d'hommes telles que définies au deuxième alinéa du II de l'article 22.</p>	
<p>Les candidatures sur liste ou sigle établies dans les conditions prévues par les articles 21 et 22, ainsi que par l'alinéa précédent sont affichées dans l'établissement ou au sein du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public dès que possible et au plus tard à l'expiration des délais mentionnés à l'article 21.</p>	
<p>Toutefois, si le fait motivant l'inéligibilité d'un candidat est intervenu après la date limite prévue pour le dépôt des listes, ce candidat peut être remplacé jusqu'au</p>	

quinzième jour précédant le scrutin sans qu'il y ait lieu de modifier la date du scrutin.	
Sous réserve des alinéas précédents, aucun retrait de candidature ne peut être opéré et aucune nouvelle candidature ne peut être présentée après le dépôt des listes de candidats.	
<u>Article 24</u>	
Le directeur de l'établissement ou l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public fixe, après consultation des organisations syndicales présentant leur candidature, le modèle des bulletins de vote et des enveloppes.	
Les bulletins de vote et les enveloppes établis d'après un modèle type défini par arrêté du ministre chargé de la santé, ainsi que les professions de foi répondant aux conditions fixées par le même arrêté, sont réalisés par l'administration et à ses frais.	
Les bulletins de vote mentionnent l'objet et la date du scrutin, l'intitulé de la liste et le nom des candidats ou, le cas échéant, la dénomination du sigle ainsi que l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale à une union de syndicats à caractère national.	
Les documents électoraux sont adressés par l'établissement ou le groupement et à ses frais au domicile de chaque électeur dans des conditions prévues par l'arrêté mentionné au deuxième alinéa du présent article.	
Seul le matériel électoral fourni par l'administration est valide.	
<u>Article 25</u>	
Un bureau de vote est institué dans chaque établissement ou au sein de chaque groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public.	
Le bureau de vote comprend un président et un secrétaire désignés par le directeur de l'établissement ou par l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public ainsi qu'un assesseur désigné par chaque organisation syndicale ayant présenté sa candidature. Dans le cas où ces organisations syndicales ne désignent pas d'assesseurs en nombre suffisant, le président peut compléter le bureau	

de vote en faisant appel à des électeurs présents à l'ouverture du bureau de vote.	
En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.	
En cas de dispersion des services, les électeurs peuvent être répartis en bureaux de vote secondaires par décision du directeur de l'établissement ou l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public prise après consultation des organisations syndicales présentant leur candidature.	
Le directeur de l'établissement ou l'administrateur du groupement désigne le président de chaque bureau de vote secondaire. Celui-ci comprend des assesseurs désignés dans les conditions prévues au second alinéa du présent article.	
<u>Article 26</u>	
Les opérations électorales se déroulent dans l'établissement ou dans le groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public pendant les heures de service.	
Le scrutin est ouvert sans interruption pendant au moins sept heures. Les horaires d'ouverture et de clôture du scrutin sont arrêtés en fonction des effectifs de l'établissement ou du groupement par le directeur ou par l'administrateur après consultation des organisations syndicales ayant présenté leur candidature.	
Il peut être recouru au vote électronique par internet dans les conditions fixées par le décret n° 2017-1560 du 14 novembre 2017 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation des personnels de la fonction publique hospitalière.	La CGT demande le retrait du vote électronique Ajout d'un amendement précisant les modalités du vote électronique. Par un cahier des charges...un opérateur unique...
En cas de recours au vote électronique, celui-ci est exclusif de toute autre modalité de vote.	
Le vote peut également avoir lieu par correspondance sauf en cas de recours au vote électronique.	
Le vote par procuration n'est pas admis.	

<u>Article 27</u>	
En cas de vote par correspondance, le bulletin de vote est inclus dans une première enveloppe non cachetée vierge de toute inscription. Cette enveloppe est placée dans une seconde enveloppe cachetée, signée par l'agent et portant au recto l'identité de l'électeur. L'ensemble est adressé par voie postale au directeur de l'établissement ou à l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public et doit parvenir au bureau de vote avant l'heure de clôture du scrutin. Les bulletins arrivés après cette heure limite n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement. En outre, seul le matériel électoral fourni par l'établissement ou par le groupement peut être utilisé.	
Le directeur de l'établissement ou l'administrateur du groupement tient un registre des votes par correspondance.	
<u>Article 28</u>	
Dans chaque lieu de vote est déposée une liste électorale, qui est émargée par chaque électeur votant et par un membre du bureau, ou par ce dernier seulement dans le cas du vote par correspondance.	
Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de scrutin de liste, les électeurs ne peuvent voter que pour une liste sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. En cas de scrutin sur sigle, les électeurs ne doivent porter aucune mention sur le bulletin. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.	
Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.	
<u>Article 29</u>	
Le dépouillement des bulletins est effectué par le bureau de vote et, le cas échéant, les bureaux de vote secondaires dès la clôture du scrutin.	
Les votes par correspondance sont dépouillés par le bureau de vote ou, le cas échéant, par les bureaux de vote secondaires, en même temps et dans les mêmes conditions que les votes sur place après qu'il a été procédé à leur recensement dans les conditions	

fixées aux alinéas suivants.	
Pour le recensement des votes par correspondance, la liste électorale est émargée par un membre du bureau au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes extérieures cachetées portant les mentions relatives à l'identification de l'électeur.	
L'enveloppe intérieure vierge est déposée sans être ouverte dans l'urne contenant les suffrages des électeurs ayant voté sur place.	
Sont mises à part sans donner lieu à émargement :	
1° Les enveloppes extérieures non acheminées par la poste ;	
2° Les enveloppes parvenues au bureau de vote ou à la section de vote après le délai fixé à l'article 27 ;	
3° Les enveloppes qui ne comportent pas la signature de l'électeur et son nom, écrit lisiblement ;	
4° Les enveloppes parvenues en plusieurs exemplaires sous la signature d'un même électeur ;	
5° Les enveloppes comprenant plusieurs enveloppes intérieures ;	
6° Les enveloppes émanant d'électeurs ayant pris part au vote sur place.	
Les suffrages correspondant à ces enveloppes sont déclarés nuls.	
<u>Article 30</u>	
Le bureau de vote procède successivement :	
1° Au dépouillement du scrutin pour les électeurs inscrits auprès de ce bureau ;	
2° Le cas échéant, au récolement des suffrages dépouillés par les bureaux de vote secondaires qui lui sont transmis par ceux-ci accompagnés d'un procès-verbal établi dans les conditions prévues à l'article 32 ;	
3° A la détermination du nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque candidature.	
Il détermine en outre le quotient électoral en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire.	

<u>Article 31</u>	
I.- Les représentants du personnel sont élus à la représentation proportionnelle. La désignation des membres titulaires est effectuée dans les conditions suivantes :	
Chaque organisation syndicale a droit à autant de sièges de représentants titulaires du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.	
Les sièges de représentants titulaires restants éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.	
En cas de liste ne comportant pas un nombre de noms égal au nombre de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir, lors du dépôt des candidatures ou au terme de la procédure prévue à l'article 23, l'organisation syndicale ne peut prétendre à l'obtention de plus de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants du personnel que ceux pour lesquels elle a proposé des candidats. Les sièges éventuellement restant ne sont pas attribués.	
II.- En cas de scrutin de liste, lorsque, pour l'attribution d'un siège, des listes obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats. Si plusieurs listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué au candidat le plus âgé.	
Les représentants titulaires sont désignés dans l'ordre de présentation des listes par les organisations syndicales en fonction du nombre de sièges qu'elles ont obtenus.	
Les représentants suppléants sont également désignés dans l'ordre de présentation desdites listes à la suite des représentants titulaires et en nombre égal à ceux-ci.	
III.- En cas de scrutin sur sigle, lorsque, pour l'attribution d'un siège, des organisations syndicales obtiennent la même moyenne, celui-ci est attribué à l'organisation syndicale ayant obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué par voie de tirage au sort.	

<p>IV.- Lorsqu'une candidature de liste ou de sigle commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée et rendue publique par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur candidature. Cette répartition est mentionnée sur les candidatures affichées dans les bureaux et sections de vote. A défaut d'une telle indication, la répartition des suffrages se fait à part égale entre les organisations syndicales concernées.</p>	
<p><u>Article 32</u></p>	
<p>Le bureau de vote proclame les résultats.</p>	
<p>Un procès-verbal des opérations électorales est établi par le président du bureau de vote et le cas échéant par les présidents des bureaux de vote secondaires, et signé par les membres de ceux-ci. Le président du bureau de vote établit le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales qui est signé par les membres de celui-ci.</p>	
<p>Le procès-verbal mentionne le nombre d'électeurs, le nombre de votants, le nombre de votes blancs, le nombre de votes nuls, le nombre de suffrages valablement exprimés et le nombre de voix obtenues par chaque candidature en présence. Sont annexées à ce procès-verbal les enveloppes mises à part sans être ouvertes, les bulletins blancs et les bulletins nuls.</p>	
<p>En présence des membres du bureau de vote, son président enregistre les résultats des élections sur la plate-forme de saisie automatisée des résultats mise à disposition par le ministre chargé de la santé et y télécharge le procès-verbal signé. Le président du bureau de vote communique, dans les vingt-quatre heures suivant le scrutin, une copie du procès-verbal aux délégués de liste, à défaut de délégué de liste à chaque organisation syndicale ayant présenté sa candidature, ainsi qu'au directeur général de l'agence régionale de santé. Ce dernier vérifie la concordance entre les procès-verbaux et les résultats enregistrés par les présidents des bureaux de vote sur la plate-forme de</p>	

saisie automatisée des résultats et valide. Cette validation entraîne l'agrégation automatisée des résultats ainsi que leur transmission au ministre chargé de la santé.	
Le directeur général de l'agence régionale de santé communique dans un délai de quarante-huit heures les résultats régionaux au ministre chargé de la santé.	
Les résultats du scrutin sont publiés, sans délai, par voie d'affichage par le directeur de l'établissement ou par l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public.	
Chaque organisation syndicale ayant obtenu un ou plusieurs sièges de représentants titulaires au comité social d'établissement à l'issue du scrutin sur sigle doit désigner l'ensemble de ses représentants, titulaires et suppléants, dans un délai qui ne peut être ni inférieur à quinze jours ni supérieur à trente jours suivant réception du procès-verbal des élections et communiquer la liste de ces représentants au directeur de l'établissement ou à l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public.	
Le procès-verbal et les documents annexés sont conservés par le directeur de l'établissement ou par l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public.	
<u>Article 33</u>	
Lorsqu'aucune candidature de liste ou de sigle n'a été présentée par les organisations syndicales, il est procédé à un tirage au sort parmi les électeurs.	
En outre, en cas de scrutin sur sigle, lorsque l'organisation syndicale ne peut désigner, dans le délai fixé à l'article 32, ses représentants sur le ou les sièges auxquels elle a droit, ces sièges demeurent non attribués. Il est alors procédé au tirage au sort parmi les agents éligibles au moment de la désignation pour pourvoir les sièges restant.	Dans le cas où le syndicat n'est pas en capacité de pourvoir au siège dans le délai, il devrait pouvoir par la suite récupérer le siège lorsqu'il en aura la possibilité.
<u>Article 34</u>	
Sans préjudice des dispositions prévues au dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les contestations de la validité des élections sont portées dans un délai de cinq jours à	

compter de la proclamation des résultats devant le directeur de l'établissement ou devant l'administrateur du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public. Celui-ci statue dans les quarante-huit heures par une décision motivée, dont il adresse aussitôt une copie au directeur général de l'agence régionale de santé. Les contestations sont ensuite portées, le cas échéant, devant la juridiction administrative.	
TITRE III : ATTRIBUTIONS (Articles 35 à 63)	
Chapitre Ier : Attribution du comité social d'établissement (Articles 35 à 42)	
Article 35	
Les comités sociaux d'établissement des établissements publics de santé sont consultés sur les matières suivantes relatives :	
1° Aux orientations stratégiques de l'établissement, notamment le règlement intérieur, le plan de redressement présenté par le président du directoire à l'agence régionale de santé, le plan global de financement pluriannuel et à celles inscrivant l'établissement dans l'offre de soins au sein de son territoire ;	
2° A l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus à l'exception de la qualité des soins et des questions qui relèvent de la compétence de la commission médicale d'établissement, de la commission des usagers et de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médicotecniques ;	
3° A l'organisation interne de l'établissement, notamment celle mentionnée à l'article L.6143-7 du code la santé publique et aux projets de réorganisation de service ;	
4° Aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines, notamment la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la politique générale de formation du personnel, y compris le plan de formation ;	
5° Aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;	
6° Aux projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels dans les conditions fixées au chapitre III du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 susvisé. La mise en œuvre des lignes	

directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;	
7° Aux projets de délibération mentionnés à l'article L. 6143-1 du code de la santé publique ;	
8° Aux projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé, de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service ;	
9° Aux modalités d'accueil et d'intégration des professionnels et étudiants ;	
10° En l'absence de formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, l'assemblée plénière du comité social d'établissement est également consultée sur les questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.	
<u>Article 36</u>	
Les comités sociaux d'établissement des établissements publics de santé sont informés chaque année sur :	
1° la situation budgétaire de l'établissement ;	
2° le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 6114-1 du code de la santé publique;	
3° le budget prévu à l'article L. 6145-1 du même code ;	
4° les décisions mentionnées au 8° de l'article L. 6143-7 du même code.	
Il est communiqué à l'assemblée plénière du comité social d'établissement au moins une fois par an la programmation indicative des travaux de l'instance.	
Le comité débat chaque année de l'évolution des politiques des ressources humaines lors de la présentation du rapport social unique.	

<u>Article 37</u>	
<p>Sous réserve de l'objet du groupement, les comités sociaux d'établissement des groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public sont consultés sur les matières relatives :</p>	
<p>1° Aux orientations stratégiques du groupement, notamment le règlement intérieur, la prorogation ou la dissolution du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;</p>	
<p>2° A l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus à l'exception de la qualité des soins ;</p>	
<p>3° A l'organisation interne du groupement, notamment toute modification de la convention constitutive qui a un impact sur l'organisation du travail dans le groupement ;</p>	
<p>4° Aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines, notamment la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la politique de formation, y compris le plan de formation ;</p>	
<p>5° Aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;</p>	
<p>6° Aux projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels dans les conditions fixées au chapitre III du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 susvisé. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;</p>	
<p>7° Aux projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé, de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service ;</p>	
<p>8° Aux modalités d'accueil et d'intégration des professionnels et étudiants ;</p>	
<p>9° En l'absence de formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de</p>	

conditions de travail, l'assemblée plénière du comité social d'établissement est également consultée sur les questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.	
<u>Article 38</u>	
Le comité social d'établissement du groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public examine pour information le rapport annuel d'activité annuel prévu à l'article R. 6133-9 du code de la santé publique, le compte financier et l'affectation des résultats.	
Le comité est tenu informé chaque année de la situation budgétaire du groupement. Il est également informé du budget prévisionnel et de la participation aux actions de coopération mentionnée à l'article L. 6134-1 du code de la santé publique, ainsi que, le cas échéant, du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 6114-1 du même code.	
Il est communiqué à l'assemblée plénière du comité social d'établissement au moins une fois par an la programmation indicative des travaux de l'instance.	
Le comité débat chaque année de l'évolution des politiques des ressources humaines lors de la présentation du rapport social unique.	
<u>Article 39</u>	
Les comités sociaux d'établissements des établissements publics sociaux ou médico-sociaux, sont consultés sur les matières suivantes relatives :	
1° Aux orientations stratégiques de l'établissement, notamment le règlement intérieur, et à celles inscrivant l'établissement dans l'offre médico-sociale au sein de son territoire ;	
2° A l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus à l'exception de la qualité des soins et des questions qui relèvent de la compétence du conseil de la vie	

sociale ;	
3° A l'organisation interne de l'établissement ;	
4° Aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines, notamment la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la politique générale de formation du personnel, y compris le plan de formation ;	
5° Aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;	
6° Aux projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels dans les conditions fixées au chapitre III du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 susvisé. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;	
7° Aux projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé, de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service ;	
8° Aux modalités d'accueil et d'intégration des professionnels et étudiants ;	
9° En l'absence de formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, l'assemblée plénière du comité social d'établissement est également consultée sur les questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.	
<u>Article 40</u>	
Les comités sociaux d'établissements des établissements publics sociaux ou médico-sociaux, sont informés chaque année sur :	
1° la situation budgétaire de l'établissement ;	

2° le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L313-11 du code de l'action sociale et des familles ;	
3° le budget prévu à l'article R314-64 du même code.	
Il est communiqué à l'assemblée plénière du comité social d'établissement au moins une fois par an la programmation indicative des travaux de l'instance.	
Le comité débat chaque année de l'évolution des politiques des ressources humaines lors de la présentation du rapport social unique.	
<u>Article 41</u>	
Pour l'exercice de leurs missions, les membres du comité social sont mis en mesure de consulter et d'extraire les données de la base de données sociales prévues à l'article 9 bis A de la loi du 13 juillet 1983 selon des modalités précisées par l'autorité compétente.	
Les membres du comité social sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des données figurant dans la base de données revêtant un caractère confidentiel et présentées comme telles par l'autorité compétente. La durée du caractère confidentiel de ces données est précisée par cette autorité.	
<u>Article 42</u>	
Lorsqu'aucune formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail n'a été instituée au sein du comité social d'établissement, l'assemblée plénière met en œuvre les compétences de la formation spécialisée telles que définies aux articles 43 et suivants.	
<i>Chapitre II : Attributions de la formation spécialisée (Articles 43 à 61)</i>	
<u>Article 43</u>	
Les formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail exercent leurs attributions à l'égard du personnel du ou des services de leur champ de compétence.	
La formation spécialisée instituée au sein du comité social d'établissement exerce ses attributions sur le périmètre du comité auquel elle appartient.	

Les formations spécialisées de site sont seules compétentes pour exercer leurs attributions sur le périmètre du site pour lequel elles sont créées.	
<u>Article 44</u>	
Chaque année, les formations spécialisées de site informent la formation spécialisée du comité social d'établissement auquel elles sont rattachées, des activités et résultats de la politique de prévention des risques professionnels mise en œuvre par chaque instance.	
<u>Article 45</u>	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est consultée sur la teneur de tous documents se rattachant à sa mission.	
<u>Article 46</u>	
Les représentants du personnel à la formation spécialisée sont informés des visites et de toutes les observations de l'agent de contrôle de l'inspection du travail.	
<u>Article 47</u>	
Les représentants de la formation spécialisée ont accès au registre spécial mentionné à l'article D. 4132-1 du code du travail.	
<u>Article 48</u>	
Le registre, sous la responsabilité du directeur d'établissement, est à la disposition :	Affichage obligatoire des membres de la F3SCT ou par défaut du CSE dans tous les services ainsi que sur intranet. (coordonnées – téléphones)
- des membres de la formation spécialisée compétente ;	
- des agents de contrôle de l'inspection du travail.	
Tout avis figurant sur le registre doit être daté et signé et comporter l'indication des postes de travail concernés, de la nature du danger et de sa cause, du nom de la ou des personnes exposées, les mesures prises par le directeur de service y sont également consignées.	
<u>Article 49</u>	
Les membres de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de	

conditions de travail procèdent à intervalles réguliers, à la visite des services relevant du champ de compétence de ladite formation.	
Une délibération adoptée en séance à la majorité des membres de la formation spécialisée mandate une délégation de la formation spécialisée pour procéder à chaque visite. Elle fixe l'objectif, le secteur géographique et la composition de la délégation chargée de cette dernière.	
Cette délégation comporte entre autre le président de la formation spécialisée ou son représentant et des représentants du personnel membres de la formation. Des agents du secteur géographique concerné, peuvent être conviés sous réserve des nécessités de service.	
Elle peut être assistée du médecin du travail, de l'assistant ou du conseiller de prévention.	
L'agent de contrôle de l'inspection du travail est invité par le président à ces visites.	
Les missions accomplies dans le cadre du présent article donnent lieu à un procès-verbal présenté à la formation spécialisée.	
<u>Article 50</u>	
La formation spécialisée compétente pour le service ou l'agent concerné est réunie, dans les plus brefs délais, à la suite de tout accident ayant entraîné ou ayant pu entraîner des conséquences graves.	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail procède à une enquête :	
- en cas d'accident de service grave ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel grave ayant entraîné mort d'homme ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente ou ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu en être évitées ;	
- en cas d'accident de service ou de travail ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel présentant un caractère répété à un même poste de travail ou à des postes de travail similaires ou dans une même fonction ou des fonctions	

similaires.	
Les enquêtes sont réalisées par une délégation comprenant le président ou son représentant et au moins un représentant du personnel de la formation spécialisée. Le médecin du travail, l'assistant ou, le cas échéant, le conseiller de prévention peuvent participer à cette délégation.	
L'agent de contrôle de l'inspection du travail peut être associé par le président à ces enquêtes.	
La formation spécialisée est informée des conclusions de chaque enquête et des suites qui leur sont données.	
<u>Article 51</u>	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail peut demander à entendre le directeur d'un établissement voisin dont l'activité expose les travailleurs de son ressort à des nuisances particulières. Elle est informée des suites réservées à ses observations.	
<u>Article 52</u>	
Lorsque la formation spécialisée ne dispose pas des éléments nécessaires à l'évaluation des risques professionnels, des conditions de santé et de sécurité ou des conditions de travail, le président de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail peut, à son initiative ou à la suite d'un vote majoritaire favorable des membres de la formation, faire appel à un expert certifié conformément aux articles R. 2315-51 et R. 2315-52 du code du travail dans les cas suivants :	
- En cas de risque grave avéré, révélé ou non par un accident de service ou par un accident du travail ou en cas de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;	
- En cas de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail lorsqu'il ne s'intègre pas dans un projet de réorganisation de service.	
Les frais d'expertise sont supportés par l'administration ou l'établissement dont relève la formation spécialisée.	

Le directeur d'établissement ou l'administrateur du groupement fournit à l'expert les informations nécessaires à sa mission. Ce dernier est soumis à l'obligation de discrétion définie à l'article 41.	
Le délai pour mener une expertise ne peut excéder trente jours à compter du choix de l'expert certifié .	
Le président de la formation spécialisée doit motiver sa décision de refus de faire appel à un expert en cas de vote majoritaire favorable des membres de la formation. Cette décision est communiquée à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.	
En cas de désaccord sérieux et persistant entre les représentants du personnel et le président de la formation spécialisée sur le recours à l'expert certifié , la procédure prévue à l'alinéa suivant est mise en œuvre dans le délai mentionné au quatrième alinéa.	
L'agent de contrôle de l'inspection du travail est obligatoirement saisi. Cette intervention donne lieu à un rapport adressé conjointement au directeur d'établissement ou à l'administrateur du groupement et à la formation spécialisée. Ce rapport indique, s'il y a lieu, les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation.	Il fait une pseudo expertise !!! mais ensuite il n'y a plus de possibilité d'expertise.
Le directeur d'établissement ou à l'administrateur du groupement adresse dans les quinze jours à l'auteur du rapport une réponse motivée indiquant :	
1° Les mesures prises au vu du rapport ;	
2° Les mesures qu'elle va prendre et le calendrier de leur mise en œuvre.	
Le directeur d'établissement ou à l'administrateur du groupement communique, dans le même délai, copie de sa réponse à la formation spécialisée.	Il manque le recours possible de la F3SCT
Article 53	
Le représentant du personnel de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail qui constate qu'il existe une cause de danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des agents lors de l'exercice de leurs fonctions,	

notamment par l'intermédiaire d'un agent, en alerte immédiatement le directeur d'établissement ou son représentant et consigne cet avis dans le registre sur le registre spécial mentionné à l'article D. 4132-1 du code du travail.	
Le directeur de service procède immédiatement à une enquête avec le représentant de la formation spécialisée qui lui a signalé le danger et prend les dispositions nécessaires pour y remédier. Il informe la formation spécialisée des décisions prises.	
En cas de divergence sur la réalité du danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des agents ou la façon de le faire cesser, la formation spécialisée compétente est réunie d'urgence, dans un délai n'excédant pas vingt-quatre heures. L'agent de contrôle de l'inspection du travail est informé de cette réunion et peut y assister.	
Après avoir pris connaissance de l'avis émis par la formation spécialisée, l'autorité administrative arrête les mesures à prendre.	
A défaut d'accord entre l'autorité administrative et la formation spécialisée sur les mesures à prendre et leurs conditions d'exécution, l'agent de contrôle de l'inspection du travail est saisi.	
Cette intervention donne lieu à un rapport adressé conjointement au directeur d'établissement ou à l'administrateur du groupement et à la formation spécialisée. Ce rapport indique, s'il y a lieu, les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation.	
Le directeur d'établissement ou à l'administrateur du groupement adresse dans les quinze jours à l'auteur du rapport une réponse motivée indiquant :	
1° Les mesures prises immédiatement après l'enquête prévue au second alinéa du présent article;	
2° Les mesures prises à la suite de l'avis émis par la formation spécialisée réunie en urgence ;	
3° Les mesures prises au vu du rapport ;	
4° Les mesures qu'elle va prendre et le calendrier de leur mise en œuvre.	
Le directeur d'établissement ou à l'administrateur du groupement communique, dans	

le même délai, copie de sa réponse à la formation spécialisée.	
<u>Article 54</u>	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, est compétente sur les questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est consultée :	
1° Sur les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification de l'organisation et du temps de travail, des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail. Elle n'est toutefois pas consultée lorsque ces projets s'intègrent dans une réorganisation de service qui sont examinés directement par l'assemblée plénière du comité social d'établissement au sein duquel ou en complément duquel elle est instituée.	
2° Sur les projets importants d'introduction de nouvelles technologies et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents.	
3° Sur les plans mentionnés à l'article L. 3131-7 du code de la santé publique pour les établissements publics de santé et les groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public et à l'article D. 311-8 du code de l'action sociale et des familles pour les établissements sociaux et médico-sociaux.	

<u>Article 55</u>	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est consultée sur la mise en œuvre des mesures prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail et des travailleurs handicapés, notamment sur l'aménagement des postes de travail.	
<u>Article 56</u>	
I.- Chaque année, le président soumet pour avis à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail :	
1° Un rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans son établissement et des actions menées.	
2° Un programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail établi à partir de l'analyse contenue dans le rapport social unique. Il fixe la liste détaillée des réalisations ou actions à entreprendre au cours de l'année à venir. Il précise, pour chaque réalisation ou action, ses conditions d'exécution et l'estimation de son coût.	
II.- La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail peut proposer un ordre de priorité et des mesures supplémentaires au programme annuel de prévention.	
Lorsque certaines mesures prévues au programme de prévention n'ont pas été prises, les motifs en sont donnés en annexe au rapport annuel.	
III.- La formation spécialisée est associée au suivi et à la mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels	
<u>Article 57</u>	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail examine le rapport annuel établi par le médecin du travail et a accès aux informations relatives à la santé, la sécurité et aux conditions de travail contenues dans le rapport social unique.	

<u>Article 58</u>	
La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail procède à l'analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les agents notamment, les femmes enceintes, ainsi que des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 du code du travail.	
<u>Article 59</u>	
La formation spécialisée contribue en outre à la promotion de la prévention des risques professionnels et peut proposer des actions qu'elle estime utile dans cette perspective. Elle peut proposer des actions de prévention du harcèlement moral, des violences sexistes et sexuelles.	
La formation spécialisée suggère toute mesure de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail, à assurer la formation des agents dans les domaines de la santé et de la sécurité. Elle coopère à la préparation des actions de formation à la santé et à la sécurité et veille à leur mise en œuvre.	
<u>Article 60</u>	
Dans les établissements comportant une installation nucléaire de base, la formation spécialisée émet un avis sur tout projet d'élaboration ou de modification du plan d'urgence interne, après un délai de trente jours au moins et soixante jours au plus suivant la communication du dossier, sauf cas exceptionnel justifié par l'urgence.	
<u>Article 61</u>	
Les formations spécialisées de site procèdent à l'analyse du risque ou des risques ayant conduit à leur création. Dans le champ de leurs attributions, elles proposent toute action qu'elles estiment utiles pour appréhender et limiter ce ou ces risques et contribuer à la prévention des risques professionnels sur leur périmètre. Elles suggèrent toute mesure de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail sur le site ou le service entrant dans leur périmètre.	<p>Dans le champ de leurs attributions, elles proposent toute action qu'elles estiment utiles pour appréhender et limiter ce ou ces risques et contribuer à la prévention des risques professionnels sur leur périmètre. Elles suggèrent toute mesure de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail sur le site ou le service entrant dans leur périmètre.</p> <p>Les formations spécialisées de site procèdent à l'analyse</p>

	du risque ou des risques ayant conduit à leur création.
Les formations spécialisées de site sont seules compétentes pour exercer leurs attributions sur le périmètre du site pour lequel elles sont créées.	
Chaque année, les formations spécialisées de site informent la formation spécialisée du comité social d'établissement auquel elles sont rattachées, des activités et résultats de la politique de prévention des risques professionnels mise en œuvre par chaque instance.	
Chapitre III : Articulation des compétences en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (articles 62 à 63)	
Article 62	
Seule l'assemblée plénière est consultée sur une question ou un projet relevant de ses attributions et qui aurait pu également relever de la formation spécialisée au titre du présent décret.	
Article 63	
Le président du comité social d'établissement peut, à son initiative ou à celle de la moitié des membres représentants du personnel, inscrire directement à l'ordre du jour du comité un projet de texte ou une question faisant l'objet d'une consultation obligatoire de la formation spécialisée instituée en son sein qui n'a pas encore été examinée par cette dernière. L'avis du comité se substitue alors à celui de la formation spécialisée.	
TITRE IV : FONCTIONNEMENT (articles 64 à 79)	
Article 64	
I.- Les comités sociaux d'établissement et les formations spécialisées élisent parmi leurs membres titulaires un secrétaire et un secrétaire adjoint et fixent la durée de son mandat.	Quelles règles ?

<p>II.- Un agent, désigné par l'autorité auprès de laquelle est placé le comité ou la formation spécialisée, assiste aux réunions de la formation spécialisée et en assure le secrétariat administratif.</p>	<p>Et pour le CSE ?</p>
<p>III.- Après chaque réunion, il est établi un procès-verbal comprenant le compte rendu des débats et le détail des votes. Ce document est signé par le président, par le secrétaire et par le secrétaire adjoint et transmis dans le délai d'un mois à ses membres. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation des membres du comité social d'établissement ou de la formation spécialisée lors de la séance suivante.</p>	<p>Après chaque réunion de FS ou CSE</p> <p>Pas de signature du secrétaire adjoint, il remplace ce n'est pas une double responsabilité.</p>
<p>Article 65</p>	<p>CSE</p>
<p>I.- En cas d'urgence ou en cas de circonstances particulières et, dans ce dernier cas, sauf opposition de la majorité des membres représentants du personnel, le président du comité peut décider qu'une réunion des comités sociaux d'établissement sera organisée par conférence audiovisuelle ou téléphonique, sous réserve que le recours à cette technique permette d'assurer que le président soit en mesure de veiller au respect des règles posées en début de séance tout au long de celle-ci, afin que :</p>	<p>Retrait total de l'article 65</p> <p>En cas de maintien, il faut obtenir l'équipement individuel des élu·e·s et mandaté·e·s avec les connexions adéquates. Attention, c'est différent de l'équipement des syndicats qui doit être fait dans le cadre du droit syndical.</p> <p>Cela n'est pas possible dans les CSE du privé.</p> <p>Si cela est maintenu, il faut préciser ce qu'est « En cas d'urgence ou en cas de circonstances particulières »</p>
<p>1° N'assistent que les personnes habilitées à l'être dans le cadre du présent décret. Le dispositif doit permettre l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers ;</p>	<p>Problème de la confidentialité des réunions en visio</p>
<p>2° Chaque membre siégeant avec voix délibérative ait la possibilité de participer effectivement aux débats.</p>	
<p>II.- Les modalités de réunion, d'enregistrement et de conservation des débats ou des échanges ainsi que les modalités selon lesquelles des tiers peuvent être entendus par</p>	

<p>le comité sont fixées par le règlement intérieur ou, à défaut, par le comité, en premier point de l'ordre du jour de la réunion.</p>	
<u>Article 66</u>	
<p>Le président de chaque comité arrête, après avis de l'assemblée plénière et après avoir reçu les propositions de la formation spécialisée du comité et de la ou des formations spécialisées de site qui lui sont rattachées lorsque ces formations spécialisées existent, le règlement intérieur du comité lequel peut prévoir une commission dédiée à la formation.</p>	<p>Un seul règlement intérieur (RI) pour le CSE et la ou les FS ?</p> <p>Les membres de la FS n'arrêtent pas leur propre RI alors que les périmètres sont différents.</p>
<u>Article 67</u>	
<p>I.- Les comités sociaux d'établissement se réunissent au moins une fois par trimestre, sur convocation de leur président, à son initiative, ou dans le délai maximum d'un mois, sur demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel, après accord de leur président.</p>	<p>« après accord de leur président. »</p> <p>A supprimer ! NON NON NON</p>
<p>Lorsqu'il n'existe pas de formation spécialisée du comité et en dehors des cas où ils se réunissent à la suite d'un accident du travail, en présence d'un danger grave et imminent ou pour des raisons exceptionnelles, les comités tiennent en outre au moins une réunion portant sur les questions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.</p>	<p>Pas possible !</p> <p>A chaque CSE sont examinées les questions HSCT.</p> <p>Stratégie Nationale Santé (SNS) 2018-22 - Le développement de la prévention présenté dans la SNS n'est pas compatible par un examen une fois par an</p> <p>Idem pour le PST</p>
<p>II.- En dehors des cas mentionnés au second alinéa du I, les formations spécialisées se réunissent au moins une fois par trimestre</p>	

<u>Article 68</u>	
La convocation du comité social d'établissement est accompagnée de l'ordre du jour de la séance. Les consultations rendues obligatoires par une disposition législative ou réglementaire sont inscrites de plein droit à l'ordre du jour par le président.	
L'ordre du jour de l'assemblée plénière est fixé par le président. Le secrétaire du comité social d'établissement est consulté préalablement à la définition de l'ordre du jour et peut proposer l'inscription de points à l'ordre du jour. Doivent notamment y être inscrits les points entrant dans la compétence du comité dont l'examen a été demandé par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.	
La convocation de la formation spécialisée est accompagnée de l'ordre du jour de la séance. L'ordre du jour est fixé par le président. Le secrétaire de la formation spécialisée est consulté préalablement à la définition de l'ordre du jour et peut proposer l'inscription de points à l'ordre du jour.	Revenir à une co-rédaction de l'ordre du jour et co-signature. C'est en-dessous du dispositif du CSE, dans lequel une question peut être mise à l'ODJ si la demande est majoritaire !
<u>Article 69</u>	
L'ordre du jour des séances des comités sociaux d'établissement et des formations spécialisées doivent être adressé aux membres du comité par voie électronique au moins quinze jours avant la séance. Ce délai peut être ramené à huit jours en cas d'urgence.	S'il passe au tout numérique, au moins un exemplaire papier par OS Remplacer « doivent » par « peuvent » Équipement individuel des élu·e·s et mandaté·e·s avec les connexions. Attention, c'est différent de l'équipement des syndicats
Communication doit être donnée aux membres titulaires et suppléants de l'instance de	15 jours avant pour les documents

toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions au plus tard huit jours avant la date de la séance.	beaucoup d'activités syndicales de préparation sont souvent annulées
Les membres suppléants du comité social d'établissement et des formations spécialisées, lorsqu'ils ne suppléent pas un membre titulaire, peuvent assister aux séances de l'instance dans la limite d'un représentant par organisation syndicale au sein de laquelle ils exercent leur suppléance, sans pouvoir prendre part aux débats.	Nous voulons que tou-te-s les suppléant·e· s puissent participer, effectivement il y a iniquité de traitements.
Le président, à son initiative ou à la demande de membres titulaires de l'instance concernée, peut convoquer des experts en fonction au sein de l'établissement afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Le nombre et l'identité des experts doivent être soumis à l'accord du président au plus tard quarante-huit heures avant l'instance.	Expert = Personne paraissant qualifiée
Les experts n'ont pas voix délibérative. Ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relative aux questions motivant leur présence sans pouvoir participer au vote.	
<u>Article 70</u>	
Les agents de contrôle de l'inspection du travail sont informés de toutes les réunions de la formation spécialisée du comité social d'établissement. L'ordre du jour et la convocation leur sont communiqués par le président, quinze jours à l'avance ou huit jours en cas d'urgence, afin qu'ils puissent y participer.	Rédaction à clarifier
Le président du comité social d'établissement peut inviter l'agent de contrôle de l'inspection du travail ou le médecin du travail compétent pour le service à présenter leurs observations sur les points mentionnés aux articles 35 à 40 ou sur tout point inscrit à l'ordre du jour du comité social d'établissement, lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir un impact en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail.	Rédaction à clarifier Inspecteur-trice du travail = Il-Elle doit être membre de droit de la FS et/ou du CSE en absence de FSE
En l'absence de formation spécialisée, les agents de contrôle de l'inspection du travail assistent aux réunions du comité social d'établissement lorsque sont inscrites à l'ordre du jour des questions en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail. Dans ce cas, le président leur adresse les convocations et l'ordre du jour de ces	Rédaction à clarifier

instances.	
<u>Article 71</u>	
Le comité ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres ayant voix délibérative sont présents lors de l'ouverture de la réunion.	
Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est organisée dans un délai de huit jours. Le comité social d'établissement siège alors valablement sur le même ordre du jour quel que soit le nombre de membres présents.	
Il ne peut alors être fait application des dispositions prévues à l'article 73.	
<u>Article 72</u>	
Seuls les représentants du personnel titulaires participent au vote. Les suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.	
Les représentants de l'administration, les experts, le médecin du travail et l'agent de contrôle de l'inspection du travail ne participent pas au vote.	
Les instances émettent leur avis à la majorité des présents.	
S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée, sauf s'il est demandé un vote à bulletin secret. Les abstentions sont admises. L'avis est favorable ou défavorable lorsque la majorité des membres présents s'est prononcée en ce sens. A défaut de majorité, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.	
Un membre quittant la séance est remplacé de plein droit par un suppléant. A défaut, il peut donner délégation au cours de la séance à un autre membre du comité pour voter en son nom. Un membre du comité ne peut recevoir qu'une seule délégation de vote.	la délégation de vote c'est uniquement pendant la séance, c'est une nouveauté ...
<u>Article 73</u>	
Lorsqu'un projet ou une question recueille un vote défavorable unanime de la part des membres du comité social d'établissement, le projet ou la question fait l'objet d'un réexamen et une nouvelle délibération est organisée dans un délai qui ne peut être	Une réunion de travail obligatoire sur le texte rejeté entre les 2 séances ?

inférieur à huit jours et supérieur à trente jours. La nouvelle convocation est adressée dans un délai de huit jours aux membres du comité.	Le texte présenté doit comporter des modifications de nature l'expression du CSE
Le comité siège alors valablement quel que soit le nombre de représentants du personnel présents. Il ne peut être appelé à délibérer une nouvelle fois suivant cette même procédure.	
<u>Article 74</u>	
Les séances du comité ne sont pas publiques.	
Les personnes participant, à quelque titre que ce soit, aux travaux des comités sociaux d'établissement sont tenues à l'obligation de discrétion professionnelle à raison des pièces et documents dont ils ont eu connaissance à l'occasion de ces travaux.	Les élu·e·s ne peuvent pas garder le secret, ils-elles doivent pouvoir consulter leur mandant Cela expose l'élu·e· et pas le syndicat A faire sauter
<u>Article 75</u>	
Toutes facilités doivent être données aux membres des comités siégeant au sein des instances et, aux membres de la délégation de la formation spécialisée pour exercer leurs fonctions.	Facilités = C'est quoi ?
Les membres de la délégation de la formation spécialisée, ou du comité social d'établissement en l'absence de formation spécialisée, qui procèdent aux visites des services bénéficient de toutes facilités et notamment d'un droit d'accès aux locaux relevant de leur aire de compétence géographique.	
Les conditions d'exercice de ce droit d'accès peuvent faire l'objet d'adaptation s'agissant des services soumis à des procédures d'accès réservés par la réglementation. Ces adaptations sont fixées par décision du directeur de l'établissement.	Tout doit être accessible dans le respect des règles du services ou du lieu

<u>Article 76</u>	
I.- Les représentants du personnel, membres titulaires et suppléants du comité bénéficient d'une formation portant sur les compétences du comité d'une durée minimale de cinq jours au cours de leur mandat.	
Les représentants du personnel, membres titulaires et suppléants des formations spécialisées, ou du comité en l'absence de formation spécialisée, bénéficient d'une formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail d'une durée minimale de cinq jours au cours de leur mandat. Elle est renouvelée à chaque mandat.	
Le contenu de cette formation répond à l'objet défini aux articles R. 2315-9 et R. 2315-11 du code du travail.	
Les organismes chargés d'assurer la formation sont soit les organismes figurant sur la liste établie en application de l'article 1er du décret n° 88-676 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution du congé pour formation syndicale dans la fonction publique hospitalière, soit les organismes figurant sur la liste mentionnée à l'article R. 2315-8 du code du travail.	
L'employeur prend en charge les frais de déplacement et de séjour des agents en formation dans les conditions prévues pour les frais de déplacement des personnels civils de l'Etat.	
Les dépenses relatives à la rémunération des organismes de formation sont prises en charge dans les conditions fixées par l'article R. 2315-21 du code du travail. Les dépenses prises en charge par l'établissement ou par le groupement de coopération sanitaire de moyens de droit public au titre de la formation des représentants du personnel à la formation spécialisée ne s'imputent pas sur le financement des actions de formation prévues par le décret n° 2008-824 du 21 août 2008 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique hospitalière.	
Pour deux des cinq jours de formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail, les représentants du personnel membres des formations	Formation : les suppléant·e· s et titulaires ont les mêmes droits.

<p>spécialisées ou, lorsque celles-ci n'ont pas été créées, membres du comité social d'établissement bénéficient du congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité au travail prévu au 7° bis de l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée dans les conditions prévues au III du présent article.</p>	<p>1^{er} cas : dans les établissements ayant un CSE sans FS les droits à formation de chaque élu sera de 5 jours pour le CSE et 5 jours pour le HSCT 2^{ème} cas : les élu·e·s CSE siégeant aussi en FS auront 5 jours pour le CSE et 5 jours pour le HSCT 3^{ème} cas : les élu·e·s CSE ne siégeant pas dans la FS auront 5 jours de formation au titre du CSE et 3 jours au titre HSCT</p>
<p>II.- Les représentants du personnel membres du comité qui ne siègent pas en formation spécialisée bénéficient de la formation mentionnée au deuxième alinéa du I pour une durée de trois jours au cours de leur mandat. Par dérogation, le septième alinéa du I ne leur est pas applicable.</p>	
<p>Cette formation est renouvelée à chaque mandat.</p>	
<p>III.- Le congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail prévu au 7° bis de l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée ne peut être accordé que pour suivre une formation prévue au I et dans les conditions qu'il prévoit, sous réserve des présentes dispositions.</p>	
<p>L'agent choisit la formation et, parmi les organismes mentionnés au quatrième alinéa du I du présent article, l'organisme de formation qui l'assure.</p>	
<p>Il adresse sa demande de congé par écrit à l'autorité compétente au moins un mois avant le début de la formation. La demande précise la date à laquelle l'agent souhaite prendre son congé ainsi que le descriptif et le coût de la formation, le nom et l'adresse de l'organisme de formation choisis par l'agent.</p>	
<p>Le bénéfice de ce congé ne peut être refusé que si les nécessités du service s'y opposent. Le refus doit être motivé.</p>	
<p>L'autorité saisie est tenue de répondre à la demande de l'agent au plus tard le</p>	

quinzième jour qui précède le début de la formation sollicitée.	
Les dépenses afférentes à la formation suivie pendant le congé sont prises en charge par l'établissement ou le groupement concerné dans les conditions prévues à l'article R. 2315-21 du code du travail.	
A son retour de congé, l'agent remet à l'autorité dont il relève une attestation délivrée par l'organisme de formation constatant son assiduité. En cas d'absence sans motif valable, l'agent est tenu de rembourser à l'établissement ou au groupement concerné les dépenses prises en charge en application de l'alinéa précédent.	A faire retirer
<u>Article 77</u>	
I.- Sur simple présentation de leur convocation et sous réserve des nécessités de service, les représentants du personnel titulaires et suppléants, membres des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ou, lorsqu'il n'en n'existe pas, membres des comités sociaux d'établissement, se voient accorder une autorisation d'absence qui n'entre pas en compte dans le calcul des congés annuels lorsqu'ils sont appelés à siéger dans les instances.	Les réunions des FS n'ouvrent toujours pas les droits de l'article 15 du décret en matière temps de préparation et de CR des réunions, car aujourd'hui cela doit être pris sur le temps du-de la mandant·e· qui a pour objectif de remplir le mandat et non de préparer les réunions.
La durée de l'autorisation d'absence comprend les délais de route et une durée de temps égale à la durée prévisible de la réunion.	
II.- En outre, l'employeur laisse à chacun des représentants du personnel à la formation spécialisée ou au comité en l'absence de formation spécialisée, le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions ; au moins :	La CGT demande que le-la secrétaire de la F3SCT ait le double de temps afin d'exercer son mandat et les missions supplémentaires afférentes à celui-ci.
◦ 2h/mois dans les établissements et groupements employant jusqu'à 99 agents ;	

◦ 5h/mois dans les établissements et groupements employant de 100 à 199 agents ;	
◦ 10h/mois dans les établissements et groupements employant de 200 à 299 agents ;	
◦ 15h/mois dans les établissements et groupements employant de 300 à 1499 agents ;	
◦ 20h/mois dans les établissements et groupements employant 1500 agents et plus.	
III.- Pour les formations spécialisées de site, les heures de délégation attribuées aux représentants du personnel sont calculées en fonction de l'effectif d'agents relevant de chaque site.	
IV.- Les représentants du personnel peuvent répartir entre eux les heures de délégation dont ils disposent. Ils en informent l'employeur.	
V.- Une autorisation d'absence est aussi accordée aux représentants du personnel faisant partie de la délégation de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ou, lorsqu'il n'en existe pas, du comité social d'établissement, réalisant les enquêtes prévues aux articles 50 et 53 et, dans toute situation d'urgence, pour le temps passé à la recherche de mesures préventives.	
VI.- Les temps de trajets afférents aux visites prévues à l'article 49 font également l'objet d'autorisations d'absence.	
<u>Article 78</u>	
Les membres titulaires et suppléants du comité social d'établissement et les experts convoqués ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans ce comité. Les membres convoqués pour assister avec voix délibérative aux travaux des comités ainsi que les experts sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour.	
<u>Article 79</u>	
Les projets élaborés et les avis émis par le comité social d'établissement sont portés par l'administration, par tout moyen approprié, à la connaissance du personnel en fonction dans l'établissement dans un délai d'un mois, par tout moyen approprié.	
Les avis émis par le comité social d'établissement sont portés par le président à la	Les CA du Médico Social ?

connaissance du conseil de surveillance de l'établissement.	
Le comité social d'établissement doit, dans un délai de deux mois, être informé, des suites données à ses avis ou propositions.	
	<u>Création d'un article</u> La F3SCT peut ester en justice sur sujet de sa compétence ou en cas de désaccord majeur.
	Création d'un article sur le droit d'alerte des CSE Le droit d'alerte du CSE : 1. Droit d'alerte en cas d'atteinte aux droits des personnes 2. Droit d'alerte en cas de danger grave et imminent 3. Droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement 4. Droit d'alerte économique 5. Droit d'alerte social
<i>TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES (Articles 80 à 83)</i>	
<u>Article 80</u>	
La section 3 du chapitre IV du Titre IV du Livre Ier de la Sixième partie du Code de la santé publique est ainsi rédigée :	
« Section 3 : Dispositions communes aux commissions médicales d'établissement et aux comités sociaux d'établissement	
« Article R. 6144-82	A CLARIFIER
« Lorsque la commission médicale d'établissement ou le comité social d'établissement	

ont connaissance de faits de nature à affecter de manière préoccupante et prolongée la situation de l'établissement, ils peuvent, à la majorité des deux tiers des membres de chacune de ces instances, demander au directeur de leur fournir des explications. La question est alors inscrite de droit à l'ordre du jour de la prochaine séance de la commission et du comité.	
« Après avoir entendu le directeur, la commission et le comité peuvent confier, à la même majorité qualifiée, à deux de leurs membres respectifs le soin d'établir un rapport conjoint.	
« Le rapport conclut en émettant un avis sur l'opportunité de saisir de ses conclusions le conseil de surveillance.	CA du médico-social
« Au vu de ce rapport, la commission médicale et le comité social peuvent décider, à la même majorité qualifiée, de procéder à cette saisine. ».	
<u>Article 81</u>	
Le I de l'article R 6144-1 du code de la santé publique est ainsi rédigé :	
« I.- La commission médicale d'établissement est consultée sur les matières suivantes :	
« 1° Les projets de délibération mentionnés à l'article L. 6143-1 ;	
« 2° Les orientations stratégiques de l'établissement et son plan global de financement pluriannuel ;	
« 3° Le plan de redressement mentionné à l'article L. 6143-3 ;	
« 4° L'organisation interne de l'établissement mentionnée au 7° de l'article L. 6143-7. A ce titre, la commission se prononce notamment sur la cohérence médicale et la conformité au projet médical de l'organisation en pôles de l'établissement ;	
« 5° Les modalités d'accueil et d'intégration des professionnels et étudiants ;	
« 6° La gestion prévisionnelle des emplois et compétences ;	
« 7° La convention constitutive d'un groupement hospitalier de territoire ».	
<u>Article 82</u>	
Au IV de l'article 39 du décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes	

directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires, les mots : « comité social d'établissement » sont remplacés par les mots : « comité technique d'établissement », jusqu'au renouvellement général des instances de la fonction publique hospitalière.	
<u>Article 83</u>	
Les mots : « comité technique d'établissement » sont remplacés par les mots : « comité social d'établissement » dans le code de la santé publique et dans le code de l'action sociale et des familles ainsi que dans toutes les dispositions réglementaires en vigueur, notamment le décret n° 86-660 du 19 mars 1986 relatif à l'exercice du droit syndical dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.	
<u>Article 84</u>	
Sont abrogés :	
1° Les articles R. 6144-40 et R. 6144-40-1 du code de la santé publique ;	
2° Les sous-sections 2 et 3 de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre 1er de la sixième partie du même code ;	
3° Les articles D. 6144-84 et D. 6144-85 du même code ;	
4° Les articles R. 315-27 à R. 315-66 du code de l'action social et des familles susvisé.	
<u>Article 85</u>	
Les dispositions du présent décret entrent en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique hospitalière.	
<u>Article 86</u>	
Le ministre des solidarités et de la santé et la ministre de la transformation de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au <i>Journal officiel de la République française</i> .	